

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1915.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1913 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. SIFFER.

MESSIEURS,

Le projet de budget s'élève à fr.	11,735,500,00
En 1912 le budget s'élevait à	10,379,460,00
Augmentation. . fr.	1,354,040,00

La comparaison entre les deux exercices s'établit de la manière suivante pour les deux sections du budget.

A. Dépenses ordinaires.

Exercice 1913. fr.	10,045,320
— 1912.	8,792,500
Augmentation. . . . fr.	1,252,820,00

B. Dépenses exceptionnelles.

Exercice 1913. fr.	1,688,180
— 1912.	1,586,960
Augmentation. . . . fr.	101,220,00
	1,354,040,00

Les dépenses ordinaires doivent leur augmentation aux causes suivantes :
Application du nouveau barème des traitements des officiers; relèvement de l'indemnité afférente à la décoration militaire de 1^{re} classe; allocation d'une indemnité de logement aux gendarmes mariés non logés dans un bâti-

(1) Budget, n° 4^{XI}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Siffer, de Menten de Horne, Ooms, Lamborelle, Bruyninx, Pirmez.

ment de l'État; renchérissement des denrées fourragères; création de forces mobiles à Bruxelles, Anvers, Gand et Liège, de trois districts et de 37 brigades, soit un accroissement d'effectif de 7 officiers et 579 gendarmes.

Les dépenses exceptionnelles ont trait à :

a) Amélioration du casernement : construction de casernes pour brigades nouvelles, achat d'immeubles à approprier à l'usage de casernes, acquisition d'objets d'ameublement. D'autre part, de nombreuses dépenses urgentes s'imposent, par continuation, pour l'amélioration et l'agrandissement des bâtiments déjà occupés par la Gendarmerie. Crédit : 1,500,000 francs.

b) Frais d'équipement et d'armement des hommes nommés aux emplois nouvellement créés. Crédit : 151,930 francs.

c) Acquisition d'objets de couchage pour les hommes de l'effectif majoré. Crédit : 56,250 francs.

*
* *

Le budget proprement dit n'a pas donné lieu à des observations, mais divers membres se sont fait l'écho de demandes et de vœux, dont la plupart avaient déjà été formulés au sein des sections.

On a notamment appelé l'attention sur les inconvénients qui peuvent résulter de la convocation des brigades à jour fixe à des exercices collectifs au chef-lieu. Les gens mal intentionnés ne se font pas faute de profiter de ces absences connues d'avance. Dans son discours du 1^{er} octobre 1912, à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Bruxelles, M. de Pille de la Nieppe, procureur général, a également reconnu les dangers des errements suivis en cette matière.

Il existe un plan de bâtiment-type pour les logements des gendarmes à la campagne. Des membres en signalent les défauts au point de vue de l'hygiène et du confort. Au surplus, pour la bonne entente entre les hommes et leurs familles, il serait utile de supprimer les cours communes ainsi que l'usage commun des buanderies et autres services domestiques.

Il est question, paraît-il, de transformer en brigades à pied certaines brigades à cheval. Quelles sont les intentions du Gouvernement à ce sujet?

Des membres approuvent l'introduction de chiens policiers dans la gendarmerie et demandent l'extension de cet essai. L'utilisation des chiens dans le service policier a été faite sur l'initiative de M. Van Wesemael, commissaire en chef de la ville de Gand, et, vu le résultat obtenu, cet exemple a été suivi tant à l'étranger que dans le pays.

Le chien peut rendre de grands services dans les recherches; il est une efficace défense pour son maître et garantit celui-ci contre les surprises des malfaiteurs.

L'introduction de la pratique anglaise des Up-hands a été également approuvée. L'audace croissante des criminels et le drame de Meysse, où deux bons serviteurs sont tombés victimes du devoir, justifient pleinement cette mesure de légitime défense.

Le vœu a été émis de renforcer la gendarmerie, surtout dans les communes frontières. Beaucoup de membres estiment que la clef de voûte de la réorganisation de la police rurale se trouve dans ce renforcement.

Il faudrait multiplier et améliorer les logements, notamment à Taminès et à Bilsen, créer des brigades à Laeken et à Rumpst.

Le rapporteur du budget de 1912 avait demandé la nomination de deux lieutenants-colonels. Se basant sur les lenteurs de l'avancement et le fait que, depuis 1830, l'effectif de la gendarmerie a plus que doublé, on formule le même postulat.

Mais, ce qui a surtout retenu l'attention de la section centrale, c'est la pension des gendarmes retraités avant le 5 juillet 1909 et la nécessité d'améliorer la situation des gendarmes en relevant leur solde.

Je résume les arguments qu'ont fait valoir les intéressés dans leurs pétitions et qui ont été développés par plusieurs membres.

Pension.

Le 5 juillet 1909 et le 15 janvier 1910, des arrêtés royaux ont modifié la hiérarchie des militaires subalternes de la gendarmerie. Les simples gendarmes obtinrent le grade de maréchal des logis, les brigadiers celui de premier maréchal des logis, les maréchaux des logis celui de maréchal des logis chef et ainsi de suite jusqu'au grade d'adjudant, sans que le moindre examen fut exigé.

Ces arrêtés royaux avaient pour but de relever le prestige du gendarme, de favoriser le recrutement. Mais, si les fonctions et la solde ne changèrent pas, les gendarmes nouvellement promus y trouvèrent l'avantage d'obtenir la pension afférente à leur nouveau grade et sensiblement supérieure à celle qui était attribuée à leurs collègues pensionnés avant le 5 juillet 1909.

Les anciens pensionnés espéraient que la loi du 24 mai 1912, qui releva le taux des pensions militaires, eût fait disparaître l'inégalité. Or, il n'en fut rien, comme quelques exemples le prouveront,

En vertu de la loi du 24 mai précitée, un simple gendarme pensionné pour infirmités, à la date du 4 juillet 1909, — c'est-à-dire un jour avant la publication du premier arrêté royal portant réorganisation de la hiérarchie — obtient une pension de 700 francs alors que s'il eut été pensionné le lendemain, il eut été revêtu du grade de maréchal des logis et eut ainsi obtenu une pension minimum de 1,000 francs.

Un simple gendarme pensionné pour infirmités, avant le 5 juillet 1909, avec 40 années de service, obtient une pension de 950 francs, tandis que son collègue, pensionné également pour infirmité, mais à partir de cette date et après avoir accompli 20 années de service seulement, obtient un minimum de 1,000 francs et ce uniquement, parce que ce dernier a été présent au corps le 5 juillet.

Un maréchal des logis pensionné avant le 5 juillet 1909, après avoir accompli 40 années de service, dont 10 dans le grade de sous-officier, se

voit attribuer 1,560 francs, alors que s'il eut été mis à la retraite après cette date, il eut été élevé au grade de maréchal des logis chef, avec une pension de 1,960 francs, soit 400 francs en plus.

Puisque, d'une part, les anciens pensionnés ont absolument rendu les mêmes services que leurs camarades plus jeunes, et que, d'autre part, il n'est pas possible de résoudre la question dans le sens de l'égalité, sans violer les articles 16 et 22 de la loi fondamentale de 1856, les intéressés demandent un bout de loi qui pourrait être libellé comme suit :

« Le taux des pensions conférées aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes pensionnés avant le 5 juillet 1909, sont calculés suivant le grade correspondant à celui, que les intéressés auraient obtenu, s'ils avaient été présents au corps, lorsque sont intervenus les arrêtés royaux du 5 juillet 1909 et du 15 janvier 1910, qui ont modifié la hiérarchie des militaires subalternes de la gendarmerie. »

Le Gouvernement ne voudrait-il pas faire connaître combien d'anciens gendarmes sont dans le cas de l'espèce, combien le relèvement de leur pension coûterait au trésor et s'il ne serait pas disposé à proposer une loi dans ce sens?

Traitements.

En raison du renchérissement de la vie, des augmentations de traitement ont été allouées en 1912 à la plupart des fonctionnaires et agents subalternes de l'État, des provinces et des communes ainsi qu'aux employés de l'industrie et du commerce.

De même la situation matérielle des officiers de l'armée et de la gendarmerie a été améliorée. Mais les sous-officiers, brigadiers et gendarmes atteints, eux aussi, par la hausse n'ont bénéficié que de l'augmentation résultant de la haute-paie attachée à la décoration militaire portée de fr. 0,10 à 0,50 par jour, soit moins de 80 francs annuellement, et encore cette augmentation ne vise que les sous-officiers ayant accompli au moins quinze années de service irréprochable (1).

Les conditions d'admission à la gendarmerie, sont plus rigoureuses que pour n'importe quel autre poste subalterne des services de l'État.

Sous le rapport physique il faut tant de qualités que beaucoup, même des militaires, se voient refusés. Au point de vue moral, les candidats doivent avoir des antécédents excellents, être travailleurs et laborieux, doués d'initiative, de tact, de fermeté, posséder un jugement sûr, prompt et droit.

Dans certains emplois on avance automatiquement; dans la gendarmerie il y a des examens pour chaque échelon.

Le service de la gendarmerie est dur et pénible, et, comme des exemples nombreux le prouvent, non exempt de dangers.

(1) Hautes-paies pour :

Un chevron, fr. 0,10 par jour; s'obtient après 4 années de service.

Deux chevrons fr. 0,20 par jour; s'obtient après 8 années de service.

Décoration militaire de 2^{me} classe fr. 0,20; s'obtient après 10 années de service.

» de 1^{re} classe fr. 0,50; s'obtient après 15 années de service.

Pendant que d'autres agents publics fournissent leur travail à l'abri des intempéries, pendant le jour et à des heures fixes, le gendarme doit être sur la brèche jour et nuit, être sur pied à toute heure, par tout chemin et par n'importe quel temps.

Au double point de vue des conditions requises et de la prestation du service, la situation du gendarme est plus rude que celle des agents d'autres catégories d'emplois publics, mais à cette différence ne correspond nullement un barème meilleur. C'est le contraire qui a lieu.

Sans mettre la moindre désobligeance dans nos antithèses — au contraire, nous rendons hommage aux aptitudes et au zèle de tous — nous ne dirons rien de la situation de tout repos des agents des musées, dont nous donnons plus loin le barème, mais le traitement d'un premier chef-garde au chemin de fer est de 1,800 francs plus élevé que celui de l'adjudant sous-officier de 1^{re} classe. Le traitement auquel peut aspirer le garde-convoi est à peu près le double des appointements des maréchaux des logis, qui, eux aussi, auraient pu ambitionner avec succès un emploi de garde-convoi. Des gendarmes insuffisamment préparés pour devenir maréchaux des logis sont entrés au chemin de fer et jouissent d'un traitement double de celui qu'ils toucheraient s'ils étaient restés dans le corps.

Des sous-officiers de gendarmerie, sortis du corps sont devenus commissaires de police à des traitements de 3,000 à 4,500 francs. Des gendarmes sont entrés dans la police, où, simples agents, ils touchent 1,300 à 2,600 fr. L'autre jour la commune de Schaerbeek insérait dans les journaux un avis demandant des agents de ville au traitement, masse d'habillement comprise, de 1,550 francs minimum et pouvant s'élever jusqu'à 2,450 francs, voir même jusqu'à 2,850 francs après nomination d'agent inspecteur.

Voici, à titre de comparaison, quelques barèmes :

Gendarmerie.

Gendarme.	fr. 1,160
Brigadier.	1,180
Maréchal des logis 2 ^e classe	1,230
— — 1 ^{re} —	1,310
— — fourrier	1,360
Premier maréchal des logis	1,390
Maréchal des logis chef.	1,690
Premier maréchal des logis chef	1,850
Adjudant sous-officier, 2 ^e classe	1,910
— — 1 ^{re} —	2,060 (1)

(1) Certaines indemnités annuelles sont allouées :

a) Indemnité aux commandants de canton pour frais de bureau et de déplacement. Elle est de 110 francs dans la plupart des cantons; cependant, dans les cantons importants elle peut aller de 200 à 500 francs.

b) Indemnité, dite d'administrateur, aux adjudants sous-officiers secrétaires à l'état-major du corps, aux commandants des groupes, comptables des compagnies, sous-officiers

Agents subalternes des musées royaux du Cinquantenaire.

Concierge	fr. 1,000 à 1,800
Chauffeur	1,200 à 2,200
Messager	1,200 à 2,200
Surveillant	1,200 à 2,200
Garde	1,600 à 3,200
Préparateur	1,600 à 3,200
Préposé à la bibliothèque	1,600 à 3,200
Commis	1,600 à 3,200
Comptable	3,000 à 4,000

Gardes-convois.

Garde	fr. 1,300 à 2,100
Chef-garde	2,300 à 2,650
Chef-garde principal.	2,800 à 3,000
Premier chef-garde.	3,300 à 3,900

A l'étranger, notamment en Allemagne, dans le Grand-Duché de Luxembourg et en France, le barème de la gendarmerie est notablement supérieur à celui de la Belgique.

Par exemple, un maréchal des logis de 1^{re} classe, en Belgique, jouit d'un traitement de 1,310 francs. En Allemagne, ce traitement va de 1,750 francs minimum à 2,500 francs maximum après 13 ans; dans le Grand-Duché, il va de 1,600 à 2,650 francs et, en France, de fr. 1.364.40 à fr. 1.418.40 après 12 ans de service.

En Allemagne, le gendarme est habillé aux frais de l'État. Il a une indemnité de chaussures de 50 francs et, pour dépenses faites dans l'intérêt du service, il est alloué 703 francs au maréchal des logis chef et 240 francs au gendarme.

Au surplus, après 18 années de service, y compris ceux accomplis à l'armée, chaque homme reçoit une gratification de 1,250 francs.

En France, aucune retenue n'est prélevée sur le traitement.

Les hommes de la gendarmerie et de la garde républicaine reçoivent une indemnité annuelle qui varie entre 250 et 550 francs, suivant l'ancienneté.

Chaque année, il est alloué une indemnité de cherté de vivres de 95 francs pour les localités de 5,000 habitants au moins et aussi pour les

archivistes à l'état-major du corps, capitaines en premier quartier-maître et administrateur d'habillement.

Cette indemnité est de 500 francs pour les adjudants sous-officiers de 1^{re} classe et de 400 francs pour les adjudants de 2^e classe et les autres sous-officiers.

c) Indemnité aux sous-officiers secrétaires de district et variant de 160 à 300 francs, selon l'importance du district.

autres résidences, où il est établi que le prix des denrées dépasse un taux moyen.

Un membre examine encore le régime d'amortissement des effets d'habillement des hommes et spécialement celui des montures des cavaliers. Sans faire de proposition formelle, il se demande s'il n'y aurait pas aussi à innover dans ce domaine.

Les chevaux sont la propriété des hommes. Ils sont payés par eux moyennant des retenues.

Le cavalier reçoit un cheval de 1,200 francs, des effets d'habillement, d'équipement et de harnachement pour environ 600 francs. Sa dette se monte donc à 1,800 francs, dont il faut défalquer une indemnité, dite de première mise, s'élevant à 500 francs.

Sont retenus sur le traitement : 25 francs par mois si l'homme a une dette à la masse ou un boni inférieur à 250 francs.

Sont retenus : 18 francs s'il a un boni de plus de 250 francs et moins de 500 francs.

Les pertes résultant de la mort ou de la réforme de chevaux sont supportées par tous les cavaliers collectivement constitués en une communauté appelée « tontine ». De ce chef il est compté en moyenne 25 francs par homme et par an.

Quant à l'usure normale du cheval le règlement de la tontine la fixe à 80 francs l'an.

Par contre, pour couvrir ces dépenses il est alloué à chaque cavalier une subvention annuelle de 260 francs.

Le gendarme à pied reçoit des effets d'habillement et d'équipement pour une valeur de 300 francs à peu près, dont il faut déduire 150 francs comme indemnité de première mise.

Les 150 francs restants sont apurés par un prélèvement mensuel de 15 fr. si l'homme a une dette à la masse ou un boni inférieur à 100 francs, ou par un prélèvement de 10 francs s'il a un boni de plus de 100 francs et de moins de 200.

Les armes sont fournies par l'État, cependant le gendarme est tenu aux réparations sauf en cas d'accident.

De cet exposé il résulte que le relèvement du traitement des gendarmes s'impose, tant au point de vue des services rendus, que de l'équité et du bon recrutement de ce corps d'élite.

La section centrale se ralliant à ces conclusions émet le vœu que le Gouvernement étudie la question et se mette en mesure de la solutionner au plus tard au budget de 1914.

* * *

Certains de ces points soulevés dans la discussion ont été soumis au Département de la Guerre sous forme de questions. Les voici avec les réponses obtenues,

*A Monsieur Siffer, Membre de la Chambre des Représentants,
Rapporteur de la Section Centrale chargée de l'examen du Budget
de la Gendarmerie pour 1913, Gand.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-jointes les réponses aux questions posées par la Section Centrale chargée d'examiner le budget de la gendarmerie pour 1913.

Veuillez agréer, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de la Guerre,

DE BROQUEVILLE,

BUDGET DE LA GENDARMERIE POUR 1913.

QUESTION A.

Les brigades étant appelées à des jours fixes à des exercices collectifs, les communes sont dégarnies et les malandrins en font leur profit.

N'y aurait-il pas moyen de parer à cet inconvénient, en convoquant les hommes à des jours non désignés d'avance et en réduisant le nombre de ces exercices ?

RÉPONSE.

Il est indispensable, dans une certaine limite, de fixer, quelque temps à l'avance, les jours où auront lieu les exercices d'ensemble.

Le service de la gendarmerie est trop complexe, il dépend de beaucoup trop d'autorités (justice, intérieur, guerre), aux réquisitions desquelles il doit répondre, pour ne pas devoir être scrupuleusement réglé d'avance.

La fixation inopinée d'un jour de réunion est donc impraticable.

Les brigades ne sont jamais complètement dégarnies : les cavaliers n'exercent pas le même jour que les fantassins, et les hommes d'un même poste ne sont jamais envoyés, tous ensemble, à un même exercice.

Il est absolument impossible de réduire le nombre des exercices, bien restreint déjà, si l'on songe :

1° Que la gendarmerie est appelée, en temps de guerre, à faire partie de l'armée de campagne, dont elle doit donc connaître les services ;

2° Qu'elle est souvent appelée à agir par unités constituées, (pelotons, compagnies, escadrons) pour le maintien de l'ordre, par exemple, et que la cohésion nécessaire à ce service ne s'acquiert que par de nombreux exercices d'ensemble ;

4° Que sa force réside dans sa discipline et que pareille discipline ne peut s'entretenir que par le coude à coude et les exercices militaires ;

4° Que la gendarmerie est soumise aux lois militaires et doit, par conséquent, posséder une solide instruction militaire ;

3° Que la gendarmerie, appelée à se trouver en armes, chaque jour, au contact du public, doit à son prestige de s'y présenter correctement et militairement.

QUESTION B.

En considération de la cherté de la vie, en considération du fait que tous les salariés de l'État ont vu améliorer leur situation, en considération du service rude et dangereux, auquel sont astreints les gendarmes, en considération que certains emplois publics sont mieux rémunérés, pour lesquels, cependant il est exigé moins d'aptitude, la Section centrale émet le vœu que la solde des gendarmes soit relevée, que le Gouvernement étudie la question et qu'il se mette en mesure de la solutionner pour le moins au budget de 1914.

RÉPONSE.

Le Gouvernement étudie, en ce moment, l'ensemble de la situation faite au corps de la gendarmerie.

Du travail qui se poursuit actuellement résulteront, vraisemblablement, d'importantes réformes.

Le Gouvernement compte pouvoir les mettre en vigueur, au cours du second semestre de l'année ou, au plus tard, à partir du 1^{er} janvier prochain.

QUESTION C.

Le 3 février, la section centrale a posé au Gouvernement la question suivante :

Par arrêté royal du 5 juillet 1909, relativement aux grades, les pensions ont été majorées. Les gendarmes admis à la retraite avant cette date demandent d'être mis sur le même pied que leurs camarades plus jeunes.

Le Gouvernement a répondu qu'il n'est pas possible de résoudre la question conformément au vœu des intéressés, sans violer les articles 16 et 22 de la loi fondamentale du 24 mai 1838.

La Section centrale demande si le Gouvernement ne voudrait pas faire connaître combien d'anciens gendarmes sont dans le cas dont il s'agit, combien coûterait le relèvement de leur pension et si, le cas échéant, il ne serait pas disposé à proposer une loi qui lui permettrait de rétablir l'égalité.

RÉPONSE.

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de proposer maintenant la revision de la loi en question.

QUESTION D.

Il est dit qu'il existe un bâtiment-type d'après lequel doivent être construits tous les logements de la gendarmerie à la campagne.

Un bâtiment pareil a été construit à Tessengerloo et l'on prétend qu'il ne répond pas à toutes les conditions d'hygiène et de confort.

RÉPONSE.

Afin de réaliser la plus grande économie possible dans la construction des casernes de gendarmerie, un nouveau type de caserne pour brigade rurale a été adopté en 1910, et réalisé dans les nouvelles casernes rurales construites depuis cette époque. La caserne de Tessenderloo est du nombre.

Le service de la gendarmerie, qui avait marqué son accord sur le type de 1910, a demandé, à la suite de l'expérience acquise, de construire à l'avenir des maisons plus spacieuses. La question d'améliorer le confort de ces maisons tout en n'augmentant pas trop la dépense est actuellement à l'étude.

La question d'hygiène soulevée à propos de la caserne de Tessenderloo a trait probablement au fait que de l'humidité a été constatée dans les caves du bâtiment d'habitation. Un premier examen de cette question a fait constater que l'humidité dont il s'agit a disparu l'année dernière. A la suite de nouvelles plaintes des occupants, un nouvel examen est prescrit et les mesures opportunes seront prises.

QUESTION F.

On demande quelles sont les intentions du Gouvernement quant à la transformation des brigades à cheval en brigades à pied.

RÉPONSE.

Le Gouvernement a adopté un plan d'ensemble relatif à la réorganisation du corps de la gendarmerie. Ce travail, en cours d'exécution, sera terminé vraisemblablement en 1917.

Au fur et à mesure de la réalisation de ce plan, notamment, de la création des forces mobiles, l'on supprime les brigades à cheval pour les transformer en brigades à pied.

L'exécution totale du travail d'ensemble (1917) entraînera donc la transformation en brigades à pied de toutes les brigades à cheval pour lesquelles les diverses autorités consultées n'ont pas jugé nécessaire la présence de cavaliers.

QUESTION G.

On demande quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de la nomination de deux lieutenants-colonels, desideratum dont s'est fait également l'écho le rapporteur du budget de 1912.

RÉPONSE.

Le rapporteur du budget de 1912 a exprimé l'opinion qu'il y aurait lieu non pas de nommer deux lieutenants-colonels à la gendarmerie, mais bien de conférer ce grade aux majors commandants de groupe, après qu'ils auraient passé un certain nombre d'années dans leur grade.

Cette idée fut développée dans le rapport de la section centrale, ainsi que lors de la discussion du budget à la Chambre. (*Annales parlementaires*, pp. 1989-1990).

Le Ministre (général Michel) répondit entre autres à MM. De Bue et Dallemagne : « Ce que l'on veut faire admettre, c'est le principe de l'indépendance du grade et de la fonction. Or, nous ne pouvons pas suivre les honorables membres dans cette voie. »

Je ne puis que me rallier à la réponse faite par mon prédécesseur et j'ajouterai que la situation tout à fait exceptionnelle de certains majors de gendarmerie provient de l'avancement excessivement rapide dont ont profité les officiers de ce corps ; cet avantage exceptionnel ne peut pas être un argument pour obtenir un nouveau privilège contraire à la loi sur l'avancement.

QUESTION H.

Le vœu a été émis de renforcer la gendarmerie en général et la gendarmerie des communes-frontières en particulier, de multiplier et d'améliorer les logements notamment à Tamines ; d'améliorer le service médical notamment à Bilsen.

RÉPONSE.

Le renforcement de la gendarmerie est en voie d'exécution. (Travail d'ensemble.) Ce travail a été élaboré d'accord avec toutes les autorités compétentes (militaires, judiciaires et administratives).

Le projet de budget pour 1913 prévoit, notamment, la création de 37 nouvelles brigades.

Le casernement de la brigade de Tamines se compose d'immeubles loués. La nécessité de la construction d'une nouvelle caserne est reconnue. Mais les ressources du budget doivent être consacrées au préalable à des dépenses plus urgentes nécessitées par l'extension du casernement d'autres brigades.

Le service médical des brigades de gendarmerie est assuré dans toutes les localités où il n'y a pas de médecin militaire, par des praticiens civils. Aucune plainte n'étant parvenue au Département de la guerre au sujet de ce service, il y a tout lieu de croire que les intéressés en sont satisfaits.

QUESTION I.

Le Gouvernement compte-t-il créer à Laeken une compagnie de gendarmerie ?

RÉPONSE.

Le travail d'ensemble relatif à la réorganisation du corps de la gendarmerie, élaboré d'accord avec les différentes autorités compétentes (mili-

taires, administratives, judiciaires), ne prévoit pas la création d'une compagnie de gendarmerie à Laeken.

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de créer cette nouvelle unité actuellement.

QUESTION J.

Un membre demande qu'une brigade soit créée à Rumpst.

RÉPONSE.

La question de la création d'une brigade à Rumpst fait l'objet d'un examen bienveillant.

* * *

Dans les sections, le projet de budget a été adopté :

1 ^{re}	section	par	14	voix	contre	2	et	1	abstention
2 ^e	—		17	—		5			
3 ^e	—		15	—		8			
4 ^e	—		12	—		6	—	4	—
5 ^e	—		16	—		4	—	2	—
6 ^e	—		16	—		2	—	5	—
			—			—		—	
			90			27		10	

La section centrale l'a voté par 5 voix contre 1 abstention.

Le Rapporteur,

A. SIFFER.

Le Président,

E. NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1913.

Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1913 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SIFFER.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting bedraagt.	fr. 41,733,500 »
In 1912 bedroeg de begrooting	40,379,460 »
Meer voor 1913	fr. 1,354,040 »

Het verschil tusschen de twee dienstjaren wordt voor de beide afdelingen der begrooting vastgesteld als volgt :

A. Gewone uitgaven

Dienstjaar 1913 . fr.	10,048,320 »
— 1912 . .	8,792,500 »
Meer voor 1913	fr. 1,252,820 »

B. Uitzonderlijke uitgaven.

Dienstjaar 1913 . fr.	4,688,180 »
— 1912 . .	4,586,960 »
Meer voor 1913 . .	101,220 »
Fr.	1,354,040 »

De verhooging van de gewone uitgaven is te wijten aan de volgende oorzaken :

Toepassing van den nieuwen loonrooster der officieren; verhooging van de vergoeding verleend aan de houders van het militaire cecreteken 1^{ste} klasse; toekenning van eene vergoeding voor huisvesting aan de gehuwde gendarmen die niet in een gebouw van den Staat zijn gehuisvest; duurte van het voeder; oprichting van mobiele korpsen te Brussel, Antwerpen, Gent en Luik, van drie districten en van 37 brigades, dus eene vermeerdering van het getal gendarmen met 7 officieren en 579 gendarmen.

(1) Begrooting, n^o 4 ^{XL}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Siffer, de Menten de Horne, Ooms, Lamborelle, Bruyninx, Pirmez.

De nitzonderlijke uitgaven betreffen :

a) De verbetering der kazerneering : oprichting van kazernen voor de nieuwe brigades, aankoop van gebouwen om tot kazernen te worden ingericht, aankoop van meubelen. Anderzijds blijft het noodig, nieuwe spoedeisende uitgaven te doen voor verbetering en uitbreiding der gebouwen die reeds door de Gendarmerie betrokken zijn. Krediet : 4 miljoen 500,000 frank.

b) Uitrustings- en bewapeningskosten voor de manschappen benoemd tot de nieuwe ambten, die werden ingesteld. Krediet : 131,930 frank.

c) Aanschaffing van beddegoed voor de manschappen van het vermeerderd effectief. Krediet : 56,250 frank.

*
* * *

De eigenlijke begrooting gaf geen aanleiding tot aanmerkingen ; nochtans werden door verschillende leden vragen en wenschen geuit, welke meestal ook in de afdeelingen werden uitgebracht.

Men vestigde in het bijzonder de aandacht op de bezwaren die kunnen voortspruiten uit de oproeping der brigades op een vasten dag voor gezamenlijke oefeningen in de hoofdplaats. Kwalijkgezinde lieden laten niet na, zich deze vooraf gekende afwezigheid ten nutte te maken. In zijne redevoering van 1 October 1912, bij de plechtige herneming der werkzaamheden van het Hof van Beroep te Brussel, heeft de heer de Prelle de la Nieppe, procureur-generaal, insgelijks erkend dat die verkeerde handelingen gevaar opleveren.

Er bestaat een plan van modelgebouw voor de huisvesting der gendarmen op het platteland. Sommige leden vestigen de aandacht op de gebreken daarvan, wat betreft de gezondheid en de geriefelijkheid. Overigens, om de goede verstandhouding onder de manschappen en hunne gezinnen te behouden, zou het nuttig zijn de gemeenschappelijke binnenplaatsen, wascheries en overige huisdiensten af te schaffen.

Naar het schijnt, is er sprake van het veranderen van sommige brigades te paard in brigades te voet. Welke zijn hieromtrent de inzichten van de Regeering ?

Sommige leden beamen het toevoegen van politiehonden aan de gendarmerie en vragen dat de proefneming zou uitgebreid worden. De heer Wese-mael, hoofdcommissaris der stad Gent, was de eerste, die de honden benuttigde in den politiedienst, en, dank zij den bekomen uitslag, vond zijn voorbeeld navolgers zoowel in den vreemde als in ons land.

De hond kan groote diensten bewijzen bij de opsporingen ; hij verdedigt doelmatig zijn meester en vrijwaart hem tegen de onverwachte aanvallen der boosdoeners.

Het invoeren van het Engelsch gebruik der « Up-hands » werd eveneens goedgekeurd. De toenemende stoutmoedigheid der misdadigers en het drama

te Meysse, waar twee trouwe dienaren als slachtoffers van hun plicht vielen, rechtvaardigen ten volle dezen maatregel van wettige verdediging.

De wensch werd uitgedrukt, dat men de gendarmerie zou versterken, vooral in de grensgemeenten. Talrijke leden zijn van gevoelen, dat die versterking de grondslag moet zijn van de herinrichting der landelijke politie.

Men zou de gebouwen voor huisvesting moeten vermeerderen en verbeteren, voornamelijk te Tamsche en te Bilsen; men zou brigades tot stand moeten brengen te Laken en te Rumpst.

De verslaggever over de begroting voor 1912 vroeg dat er twee luitenant-colonels zouden benoemd worden. Dezelfde wensch wordt opnieuw geuit: daartoe steunt men op de trage bevorderingen en op het feit, dat sedert 1830 de getalsterkte der gendarmerie meer dan verdubbeld is.

Doch de Middenafdeeling hield zich vooral bezig met het pensioen der vóór 5 Juli 1909 gepensioneerde gendarmen, alsmede met den toestand der gendarmen, welke dient te worden verbeterd door het verhoogen van hunne soldij.

De redenen, welke de belanghebbenden deden gelden in hunne verzoekschriften en welke door de leden werden uiteengezet, vatten wij hier beknopt samen.

Pensioen.

Door de koninklijke besluiten van 3 Juli 1909 en 15 Januari 1910 werd de rangorde van de lagere militairen der gendarmerie gewijzigd. De gewone gendarmen bekwamen den graad van wachtmeester, de brigadiers dien van eersten wachtmeester, de wachtmeesters dien van opperwachtmeester en zoo verder tot den graad van adjudant, zonder dat het minste examen werd vereischt.

Die koninklijke besluiten hadden ten doel, het aanzien van den gendarme te verhoogen, de aanwerving te bevorderen. Werden de bedieningen en de soldij niet gewijzigd, dan toch vonden de bevorderde gendarmen daarin het voordeel, dat zij het pensioen volgens hun nieuwen graad bekwamen — een pensioen merkelyk hooger dan dit welk was toegekend aan hunne vóór 5 Juli 1909 gepensioneerde ambtgenooten.

De vroeger gepensioneerden hoopten dat de wet van 24 Mei 1912, waarbij het bedrag der militaire pensioenen werd verhoogd, de ongelijkheid zou hebben doen verdwijnen. Nu, dat is niet zóó. Enkele voorbeelden zullen het aantoonen.

Krachtens bedoelde wet van 24 Mei 1912 bekomt een gewone gendarme, wegens lichaamsgebreken gepensionneerd op den datum van 4 Juli 1909, — dus één dag vóór de bekendmaking van het eerste koninklijk besluit tot nieuwe regeling der rangorde — een pensioen van 700 frank. Werd hij integendeel gepensionneerd den volgenden dag, dan zou hij den graad van wachtmeester bekomen en als zoodanig een pensioen van ten minste 1,000 frank getrokken hebben.

Een gewone gendarme, wegens lichaamsgebreken gepensionneerd vóór 5 Juli 1909, na 40 jaren dienst, bekomt een pensioen van 950 frank; zijn collega, insgelijks gepensionneerd wegens lichaamsgebreken, doch van dien dag af en na slechts 20 jaren dienst, bekomt integendeel een pensioen van ten minste 1,000 frank, en wel alleen omdat deze laatste den 5^e Juli in het korps aanwezig was.

Een wachtmeester, vóór 5 Juli 1909 gepensionneerd na 40 jaren dienst, waarvan 10 als onderofficier, bekomt 1,560 frank; had men hem op pensioen gesteld na dezen datum, dan zou hij den graad van opperwachtmeester bekomen hebben met een pensioen van 1,960 frank, dus 400 frank meer.

Vermits, eenerzijds, de vroeger gepensionneerden volkomen dezelfde diensten hebben bewezen als hunne jongere makkers en men, anderzijds, de zaak in den zin van de gelijkheid niet kan oplossen zonder de artikelen 16 en 22 der wet van 1836 te schenden, vragen de belanghebbenden dat men een wetje zou aannemen, welk aldus zou kunnen luiden :

« Het bedrag der pensioenen verleend aan de onderofficieren, brigadiers » en gendarmen, die vóór 5 Juli 1909 op pensioen werden gesteld, wordt » berekend volgens den graad overeenstemmend met dien, welke de belang- » hebbenden zouden hebben bekomen, indien zij in het korps aanwezig » waren geweest bij het bekendmaken van de koninklijke besluiten van » 5 Juli 1909 en van 15 Januari 1910 tot wijziging van de rangorde der lagere » militairen van de gendarmerie. »

Zou de Regeering niet willen bekendmaken hoeveel gewezen gendarmen zich in dat geval bevinden, welke uitgave de verhooging van hun pensioen zou opleggen aan den Staat en of zij niet zou geneigd zijn een wetsontwerp daartoe in te dienen ?

Jaarwedden.

Uit hoofde van de duurte der levensmiddelen werden in 1912 verhoogingen van jaarwedde verleend aan meestal de ambtenaren en lagere beambten van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, evenals aan de bedienden van nijverheids- en handelsinrichtingen.

Evenzoo werd de materiele toestand der officieren van het leger en van de gendarmerie verbeterd. Doch de onderofficieren, brigadiers en gendarmen, die toch ook getroffen worden door de duurte der levensmiddelen, bekwamen enkel de verhooging zijnde het vervolg van de hooge soldij verleend wegens het militaire eereteeken en gebracht van fr. 0.10 tot op fr. 0.30 per dag, dus minder dan 80 frank per jaar. Wij voegen erbij dat deze verhooging enkel geldt voor de onderofficieren die gedurende ten minste vijftien jaar op onberispelijke wijze hebben gediend (1).

(1) Hooge soldijen voor :

Eene streep, fr. 0.10 daags; wordt bekomen na 4 jaren dienst.

Twee strepen, fr. 0.20 daags; wordt bekomen na 8 jaren dienst.

Militaire eereteeken 2^{de} klasse, fr. 0.20; wordt bekomen na 10 jaren dienst.

Militaire eereteeken 1^{ste} klasse, fr. 0.30; wordt bekomen na 15 jaren dienst.

Om als gendarme te worden aangenomen, zijn er strengere vereischten gesteld dan voor elke andere lagere bediening van den Staat.

In lichamelijk opzicht zijn er zooveel hoedanigheden vereischt dat velen, zelfs militairen, afgewezen worden. In zedelijk opzicht moeten de candidaten een uitnemend verleden hebben, werkzaam en naarstig zijn, initiatief hebben, kiesch en onverschrokken zijn, een juist, vlug en gezond oordeel hebben.

In sommige bedieningen geschiedt de bevordering automatisch; bij de gendarmerie zijn er examens voor elken graad opgelegd.

De dienst der gendarmerie is hard en lastig en, zooals het meermaals is gebleken, niet van gevaren ontbloot.

Terwijl andere openbare beambten bij het waarnemen van hunne bediening zijn beschut tegen het gure weder en slechts moeten arbeiden gedurende den dag en op vaste uren, moet de gendarme dag en nacht optreden, te been zijn op om 't even welk uur, op goede of slechte wegen en bij mooi of onstuimig weder.

De toestand van den gendarme is dus, wat betreft én de gestelde vereischten én den dienst, lastiger dan die van de beambten der andere openbare diensten, doch dit verschil wordt geenszins vergoed door een beteren loonrooster. Juist het tegenoverstelde doet zich voor.

Bij deze tegenstellingen willen wij hoegenaamd niet onvriendelijk zijn; wij brengen integendeel hulde aan de bekwaamheid en aan den ijver van al de beambten; wij laten ter zijde de volkomen rustige betrekking van de bedienden der museums, wier loonrooster wij hierna vermelden, doch de jaarwedde van een eersten hoofdwachter bij de spoorwegen bedraagt 1800 frank meer dan die van den adjudant-onderofficier van 1^{ste} klasse. De jaarwedde, welke een treinwachter kan bekomen, bedraagt nagenoeg het dubbel van die der wachtmeesters, die ook met goed gevolg eene betrekking van treinwachter hadden kunnen bekleeden. Gendarmen, onvoldoende voorbereid om wachtmeesters te worden, traden in den dienst der spoorwegen en trekken aldaar eene jaarwedde, welke het dubbele bedraagt van die welke zij zouden trekken, indien zij bij het korps waren gebleven.

Onderofficieren van de gendarmerie, die uit het korps traden, zijn politiecommissaris geworden met 3,000 tot 4,500 frank jaarwedde. Gendarmen traden in het politiekorps en winnen er, als eenvoudige agenten, 1,300 tot 2,600 frank. Onlangs deed de gemeente Schaarbeek een bericht in de bladen opnemen, waarbij politieagenten werden gevraagd: de jaarwedde, met inbegrip van het kleedingsfonds, was bepaald op ten minste 1,550 frank en kon 2,450 frank bereiken, ja 2,850 frank wandeer zij benoemd worden tot agent-inspecteur.

Ziehier, bij wijze van vergelijking, eenige loonroosters:

Gendarmerie.

Gendarme	fr. 1,160
Brigadier.	1,180

Wachtmeester 2 ^{de} klasse	1,230
— 1 ^{ste} —	1,310
— fourier	1,360
Eerste wachtmeester	1,390
Hoofdwachtmeester	1,690
Eerste hoofdwachtmeester	1,830
Adjutant-onderofficier, 2 ^{de} klasse	1,910
— 1 ^{ste} —	2,060 (1)

Lagere beambten van de koninklijke museums in het Park van het Jubeljaar.

Huisbewaarder	fr. 1,000 tot 1,800
Stoker	1,200 — 2,200
Bode	1,200 — 2,200
Opziener	1,200 — 2,200
Wachter	1,600 — 3,200
Preparator	1,600 — 3,200
Beambte aangesteld voor de bibliotheek	1,600 — 3,200
Klerk	1,600 — 3,200
Rekenplichtige	3,000 — 4,000

Treinwachters.

Wachter	1,300 — 2,100
Hoofdwachter	2,300 — 2,650
Eerstaanwezend-hoofdwachter	2,800 — 3,000
Eerste hoofdwachter	3,300 — 3,900

In het buitenland, met name in Duitschland, in het Groothertogdom Luxemburg en in Frankrijk, is de loonrooster der gendarmerie merkkelijk hooger dan in België.

Bijvoorbeeld, een wachtmeester 1^{ste} klasse in België heeft eene jaarwedde van 1,310 frank. In Duitschland bereikt deze jaarwedde ten minste 1,750 fr. en ten hoogste 2,500 frank na 15 jaar; in het Groothertogdom bereikt zij 1,600 frank tot 2,650 frank en in Frankrijk fr. 1,364.40 tot fr. 1,418.40 na 12 jaren dienst.

(1) Er worden sommige jaarlijksche vergoedingen verleend :

a) Vergoeding aan de kantonbevelhebbers wegens kantoor- en reiskosten. Zij bedraagt 100 frank in de meeste kantons; in de belangrijke kantons kan zij evenwel 200 tot 500 frank bereiken.

b) Vergoeding, als beheerder, aan de adjudanten-onderofficieren secretarissen bij den staf van het korps, aan de bevelhebbers der groepen, aan de rekenplichtigen der compagnieën, de onderofficieren archiefbewaarders bij den staf van het korps, de eerste kapiteins kwartiermeesters en beheerders van den kleedingdienst.

Deze vergoeding bedraagt 500 frank voor de adjudanten-onderofficieren 1^{ste} klasse en 400 frank voor de adjudanten 2^{de} klasse en de overige onderofficieren.

c) Vergoeding van 160 tot 300 frank, naar gelang van de belangrijkheid van het district, aan de onderofficieren-secretarissen van het district.

In Duitschland wordt de gendarme gekleed op de kosten van den Staat. Hij ontvangt eene vergoeding van 80 frank voor schoeisel en wegens uitgaven gedaan in het belang van den dienst wordt er 708 frank toegekend aan den hoofdwachtmeester en 240 frank aan den gendarme.

Daarenboven bekomt elke man, na 18 jaren dienst, daaronder begrepen de jaren in het leger doorgebracht, eene belooning van 1,250 frank.

In Frankrijk wordt niet de minste afhouding gedaan van de jaarwedde.

De manschappen der gendarmerie en der republikeinsche wacht ontvangen eene jaarlijksche tegemoetkoming van 250 tot 550 frank, naar gelang van het getal dienstjaren.

Ieder jaar wordt er, uit hoofde van de duurte der levensmiddelen, toegekend eene vergoeding van 96 frank in de gemeenten van ten minste 5,000 inwoners, alsmede in de overige gemeenten, waar de prijzen der levensmiddelen blijken een gemiddelden prijs te overschrijden.

Ook het stelsel van afkorting voor de kleedingstukken der manschappen en inzonderheid voor de paarden van de ruiters wordt door een lid onderzocht. Hij doet geen uitdrukkelijk voorstel; toch vraagt hij of ook op dit gebied geen nieuwe regelen behoeven ingevoerd te worden.

De paarden zijn het eigendom van de manschappen. Zij worden door hen betaald mits afhoudingen.

De ruiter krijgt een paard van 1,200 frank, alsmede kleedingstukken, uitrustings- en optuigingsvoorwerpen voor ongeveer 600 frank. Zijne schuld bedraagt dus 1,800 frank, waarvan moet afgetrokken worden eene toelage van 500 frank tot dekking van de eerste kleeding en uitrusting.

Van de jaarwedde worden afgehouden 25 frank per maand, indien de gendarme schuldenaar is van het fonds of indien zijn tegoed minder dan 250 frank bedraagt.

Er wordt 18 frank afgehouden, zoo hij een tegoed heeft van meer dan 250 frank en minder dan 500 frank.

De verliezen wegens het sterven of het afkeuren van paarden worden gedragen door al de ruiters te zamen, die daartoe vereenigd zijn in wat eene « tontine » wordt geheeten. Uit dien hoofde wordt gemiddeld 25 frank per man en per jaar in rekening gebracht.

De gewone vermindering der waarde van het paard wordt door het reglement der « tontine » bepaald op 80 frank per jaar.

Om deze uitgaven te dekken, ontvangt elke ruiter eene jaarlijksche tegemoetkoming van 260 frank.

De gendarme te voet ontvangt kleeding- en uitrustingsstukken voor eene waarde van ongeveer 300 frank; daarvan moet afgetrokken worden eene som van 150 frank als toelage voor de eerste kleeding en uitrusting.

De overblijvende 250 frank worden terugbetaald door eene maandelijksche afhouding van 15 frank, indien de gendarme schuldenaar is van het fonds of indien zijn tegoed minder dan 100 frank bedraagt, of wel door eene afhouding van 10 frank, zoo hij een tegoed heeft van meer dan 100 frank en minder dan 200 frank.

De Staat levert de wapens; de gendarme moet echter de herstellingskosten dragen, tenzij het een ongeval geldt.

Uit bovenstaande inlichtingen blijkt, dat het noodig is, de jaarwedden der gendarmen te verhoogen, zoowel ten aanzien van de bewezen diensten als uit hoofde van de billijkheid en van de goede aanwerving van dit keurkorps.

De Middenafdeeling vereenigt zich met deze besluiten en drukt tevens den wensch uit, dat de Regeering de zaak onderzoeken en zich in staat stelle om ze uiterlijk bij het indienen der begrooting voor 1914 op te lossen.

*
* *

Sommige van de bij de bespreking behandelde punten werden, bij wijze van vragen, aan het Departement van Oorlog onderworpen. Wij deelen ze hierna mee met de daarop gegeven antwoorden.

Brussel, 8 Maart 1913.

*Den Heer Siffer, Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
Verslaggever van de Middenafdeeling belast met het onderzoek van
de Begrooting der Gendarmerie voor 1913, te Gent.*

HEER VERSLAGGEVER,

Ik heb de eer u te doen geworden de antwoorden op de vragen uitgaande van de Middenafdeeling, die belast was met het onderzoek van de Begrooting der Gendarmerie voor 1913.

Gelief, Heer Verslaggever, de betuiging mijner bijzondere hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Oorlog,

DE BROQUEVILLE.

BEGROOTING DER GENDARMERIE VOOR 1913.

VRAAG A.

De brigades worden op vaste dagen opgeroepen voor gezamenlijke oefeningen; daaruit volgt dat er geen gendarmen aanwezig zijn in de gemeenten en deze afwezigheid wordt door de boosdoeners ten nutte gemaakt.

Zou men dit bezwaar niet kunnen voorkomen door de manschappen op te roepen op niet vooraf bepaalde dagen en het aantal dier oefeningen te beperken?

ANTWOORD.

In een zekere mate is het onontbeerlijk, eenigen tijd vooraf de dagen vast te stellen, waarop tot de gezamenlijke oefeningen zal overgegaan worden.

De dienst der gendarmerie is zeer ingewikkeld, hij hangt af van talrijke overheden (Justitie, Binnenlandsche Zaken, Oorlog) welke haar kunnen opeischen; daarom moet hij wel vooraf nauwkeurig geregeld worden.

Het onverwacht vaststellen van een dag ter vereeniging is dus onmogelijk.

De brigades zijn nooit geheel van manschappen ontbloot : de oefeningen der gendarmen te paard hebben niet op dezelfde dagen plaats als die der gendarmen te voet en de manschappen van een zelfden post worden nooit allen te gelijker tijd naar een zelfde oefening gestuurd.

Het is volstrekt onmogelijk, het getal oefeningen te beperken ; dit getal is reeds zeer gering, wanneer men nagaat :

1° Dat de gendarmerie in oorlogstijd moet deel uitmaken van het veldleger, waarvan zij bijgevolg de diensten moet kennen ;

2° Dat zij dikwijls wordt opgeroepen om bij gevestigde eenheden (pelotons, compagnieën, eskadrons) handelend op te treden, b. v., voor het handhaven der orde, en dat de noodige samenhang voor dezen dienst slechts door talrijke gezamenlijke oefeningen verkregen wordt ;

3° Dat hare macht berust in hare tucht, welke alleen door het gedurig samenzijn en door de militaire oefeningen kan gehandhaafd worden ;

4° Dat de gendarmerie onderworpen is aan de militaire wetten en bijgevolg eene degelijke militaire opleiding moet hebben ;

5° Dat de gendarmerie, bestemd om immer gewapend in aanraking te komen met het volk, ter wille van haar aanzien verplicht is, onberispelijk en op militaire wijze voor te komen.

VRAAG B.

De levensmiddelen zijn duur, de toestand van al de Staatsbeambten werd verbeterd, de aan de gendarmen opgelegde dienst is zwaar en gevaarlijk, sommige openbare betrekkingen, waarvoor nochtans minder bekwaamheid wordt vereischt, zijn beter bezoldigd. Om deze redenen drukt de Middenafdeeling den wensch uit, dat de soldij der gendarmen worde verhoogd, dat de Regeering de zaak onderzoeken en zich in staat stelle om haar uiterlijk bij het indienen der begrooting voor 1914 op te lossen.

ANTWOORD.

De Regeering onderzoekt thans, in zijn geheel, den toestand van het korps der Gendarmerie.

Het werk, dat thans wordt voortgezet, zal waarschijnlijk aanleiding geven tot belangrijke hervormingen.

De Regeering meent dat zij deze hervormingen zal kunnen tot stand brengen in den loop van het tweede semester van dit jaar of, uiterlijk, te rekenen van Januari aanstaande.

VRAAG C.

De Middenafdeeling richtte, den 3ⁿ Februari, de volgende vraag tot de Regeering :

Bij koninklijk besluit van 5 Juli 1909 betreffende de graden, werden de pensioenen verhoogd. De vóór dezen datum op pensioen gestelde gendarmen

vragen dat zij op gelijken voet zouden worden gesteld met hunne jongere makkers.

De Regeering antwoordde dat het niet mogelijk is, de zaak op te lossen zooals de belanghebbenden het wenschen, zonder de artikelen 16 en 22 der wet van 24 Mei 1838 te schenden.

De Middenafdeeling vraagt of de Regeering zou willen bekendmaken hoeveel gewezen gendarmen zich in bedoeld geval bevinden, hoeveel de verhooging van hun pensioen zou kosten en of, bij voorkomend geval, zij niet zou geneigd zijn, eene wet in te dienen ten einde de gelijkheid te herstellen.

ANTWOORD.

De Regeering is niet van plan, de herziening van bedoelde wet thans voor te stellen.

VRAAG D.

Er wordt gezegd dat er een modelgebouw bestaat, volgens hetwelk al de gebouwen tot huisvesting der gendarmerie op het platteland moeten opgericht worden.

Soortgelijk gebouw werd opgericht te Tessenderloo en men beweert dat het niet beantwoordt aan al de vereischten van gezondheid en van geriefelijkheid.

ANTWOORD.

Om de gendarmeriekazernen zoo goedkoop mogelijk te kunnen bouwen, werd in 1910 een nieuw model van brigade-kazerne voor het platteland aangenomen. Dit model werd sedert voor al de nieuw gebouwde kazernen op het platteland in acht genomen. Daartoe behoort de kazerne te Tessenderloo.

De dienst der gendarmerie, die het eens was over het model van 1910, heeft, op grond van de ervaring, gevraagd dat men voortaan ruimere gebouwen zou oprichten. Thans gaat men na, of men die gebouwen geriefelijker kan maken, zonder de uitgaven uit dien hoofde te veel te verhoogen.

Aangaande de gezondheidsquæstie, waartoe de kazerne te Tessenderloo aanleiding gaf en waarbij waarschijnlijk wordt bedoeld het feit, dat er vochtigheid werd bevonden in de kelders van het gebouw dienende voor woning, is uit een eerste onderzoek gebleken, dat gezegde vochtigheid verleden jaar verdwenen was. Ten gevolge van nieuwe klachten vanwege de bewoners is een nieuw onderzoek ingesteld: de gepaste maatregelen zullen genomen worden.

VRAAG F.

Men vraagt welke de inzichten van de Regeering zijn betreffende het veranderen van de brigades te paard in brigades te voet.

ANTWOORD.

De Regeering heeft een algemeen plan aangenomen betreffende de herinrichting van het korps der gendarmerie. Dat werk, waarmede men thans bezig is, zal waarschijnlijk in 1917 voltrokken zijn.

Naarmate dit plan wordt uitgevoerd, namelijk naarmate mobiele troepen worden ingesteld, schaft men de brigades te paard af en verandert men die in brigades te voet.

De geheele tenuitvoerlegging van het algemeen werk (1917) zal dus voor gevolg hebben, dat al de brigades te paard, waarvoor de verschillende geraadpleegde overheden de aanwezigheid van ruiters niet noodzakelijk achten, zullen veranderd worden in brigades te voet.

VRAAG G.

Men vraagt welke de inzichten van de Regeering zijn betreffende de benoeming van twee luitenant-kolonels. In dezen zin drong de verslaggever over de Begroting van 1912 insgelijks reden.

ANTWOORD.

De verslaggever over de Begroting van 1912 drukte de meening uit, niet dat er twee luitenant-kolonels in de gendarmerie dienden benoemd te worden, waar wel dat men dezen graad behoefde te verleenen aan de majoors-groepcommandanten, na een zeker getal dienstjaren in hun graad.

Deze gedachte werd uiteengezet in het verslag der Middenafdeeling, alsmede bij het behandelen der Begroting in de Kamer. (*Handelingen*, bl. 1989-1990.)

De Minister (Generaal Michel) antwoordde, onder andere, aan de heeren De Bue en Dallemagne: « Wat men wil doen aannemen, dat is het beginsel dat er geen verband bestaat tusschen den graad en het ambt. Welnu, wij kunnen de achtbare leden niet op dezen weg volgen. »

Ik kan mij enkel vereenigen met het antwoord van mijnen voorganger en ik voeg er bij, dat de gansch uitzonderlijke toestand van sommige majoors der gendarmerie te wijten is aan de al te spoedige bevordering welke aan de officieren van dit korps ten goede kwam. Op dit uitzonderlijk voorrecht mag men niet steunen om een nieuw voorrecht, dat strijdig is met de wet op de bevordering, te bekomen.

VRAAG H.

Men drukte den wensch uit, dat de gendarmerie in 't algemeen en de gendarmerie van de grensgemeenten in 't bijzonder zou versterkt worden; dat de huisvesting zou worden vernieuwd en verbeterd, met name te Temsche; dat de gezondheidsdienst zou worden verbeterd, met name te Bilsen.

ANTWOORD.

Met de versterking van de gendarmerie houdt men zich bezig (algemeen werk). Dat werk werd aangevangen in overeenstemming met al de bevoegde overheden (militaire, rechterlijke en bestuurlijke).

Het begrootingsontwerp voor 1913 voorziet, onder meer, het tot stand brengen van 37 nieuwe brigades.

De kazerneering der brigade te Temsche bestaat uit gehuurde gebouwen. Men is het eens over de noodzakelijkheid, eene nieuwe kazerne te bouwen. Doch de geldmiddelen van de Begrooting moeten in de eerste plaats worden besteed aan meer spoedeisende uitgaven ten gevolge van de uitbreiding der kazerneering van andere brigades.

In al de gendarmeriebrigades van de gemeenten waar geen militair-geneesheer is, wordt de geneeskundige dienst verzekerd door burger-geneeschteren. Tot nu toe ontving het Departement niet de minste klacht over dezen dienst; bijgevolg moet men denken dat de belanghebbenden daarover tevreden zijn.

VRAAG I.

Is de Regeering van plan, eene compagnie der gendarmerie tot stand te brengen te Laken ?

ANTWOORD.

In het algemeen werk betreffende de herinrichting van het korps der gendarmerie, voorbereid in overeenstemming met de verschillende bevoegde overheden (militaire, rechterlijke, bestuurlijke), is de oprichting van eene compagnie der gendarmerie te Laken niet voorzien.

De Regeering is niet van plan, deze nieuwe eenheid thans tot stand te brengen.

VRAAG J.

Een lid vraagt dat eene brigade worde opgericht te Rumpst.

ANTWOORD.

De vraag om eene brigade te Rumpst op te richten wordt met welwillendheid onderzocht.

Het ontwerp van Begrooting werd aangenomen :

In de 1^{ste} afdeeling, met 14 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.

— 2 ^e	—	17	—	5	
— 3 ^e	—	15	—	8	
— 4 ^e	—	12	—	6 — 4	—
— 5 ^e	—	16	—	4 — 2	—
— 6 ^e	—	16	—	2 — 3	—

Te zamen met 90 — 27 10 onthoudingen.

De Middenafdeeling keurde het goed met 5 stemmen en 1 onthouding.

De Verslaggever,

A. SIFFER,

De Voorzitter,

E. NERINCX,